



Rencontre avec Jean-Pierre Le Goff

Thierry Baranger et Muriel Eglin

Mélapous : Sociologue au CNRS, vous êtes également président d'un club de réflexion *Politique Autrement*. C'est à ce double titre que nous souhaitons prolonger la réflexion engagée par votre article sur *Le nouveau fossé des générations*¹ directement lié au thème retenu par Mélapous. Dans votre ouvrage *Mai 68, l'héritage impossible* vous étudiez les effets souterrains, considérables dans la France d'aujourd'hui, de cet héritage. A partir de votre théorie des deux gauchismes, le politique et le culturel, vous montrez que si la dimension politique de mai 68 n'a eu que peu d'avenir, il en est différemment de sa dimension culturelle : elle annoncerait la nouvelle figure d'un individu en difficulté dans son rapport au collectif et dans sa capacité à l'engagement. Pourriez-vous préciser ?

« L'héritage impossible de mai 68 : la dépolitisation de la société, un individualisme exacerbé et un nouveau conformisme »

Jean-Pierre Le Goff : Je crois que nous portons aujourd'hui encore l'héritage de mai 68 et des années soixante-dix, une mutation sociale et historique de première ampleur, annonciatrice de la nouvelle donne d'aujourd'hui. Dans l'ouvrage que vous évoquez, j'explique que le gauchisme culturel l'a emporté au prix d'une dépolitisation de la société, de la montée d'un individualisme exacerbé et d'un nouveau conformisme.

Il est difficile de trouver la bonne distance avec cette époque : il ne faut pas entrer dans une logique du ressentiment et faire de la génération de 68 le bouc émissaire de toutes les inquiétudes d'aujourd'hui. Aussi, je m'attaque dans mon ouvrage aux idées « impossibles » de 1968 et non aux individus qui les ont portées. Tout d'abord, les événements de mai-juin 68 étaient caractérisés par un esprit de liberté, par une immaturité et un désordre que j'appelle « irresponsabilité joyeuse ». Réjouissante sur le moment pour les acteurs du mouvement, cette irresponsabilité était sans issue. Il est donc indispensable de mener un travail d'analyse critique sur les idées véhiculées par cette époque et leur devenir possible. Ce travail réflexif n'avait pas été globalement mené. Dès lors, la critique de ces idées s'est limitée le plus souvent à une réaction revancharde, de l'ordre de : « Ah si mai 68 n'avait pas existé... ». Étrangement, depuis une dizaine d'années, la situation s'est retournée : on est passé de l'apologie dans

les années quatre-vingt à la critique. L'analyse que j'ai menée est reprise, mais souvent dans une logique réactionnaire consistant à penser, plus ou moins explicitement, que « c'était mieux avant » et qu'un retour en arrière serait possible. Dans les idées de 68, il y avait bien une part de nihilisme, mais pas de dimension victimaire. Il s'agissait d'un nihilisme joyeux et actif au sens de Nietzsche ou de « changer la vie » de Rimbaud. Des barrières devaient sauter. Le mouvement se heurtait à un pouvoir fort, sacralisé en la personne du général de Gaulle, à un moralisme issu du XIX^e siècle, à des bureaucraties installées... L'aspiration à l'autonomie et à la participation de la société et des individus s'exprimait avec force. Il est des questions posées en mai 68 qui gardent leur acuité même si le mouvement de l'époque s'est montré incapable de leur fournir des réponses : le développement économique, technologique, scientifique, pour quoi faire ? Pour aller vers quel type de société ? Comment les individus et la société peuvent-ils intervenir sur les orientations et choix qui conditionnent notre présent et notre avenir commun ? Ces questions se sont trouvées confusément posées avec une utopie qui mène à l'impasse : celle d'une société devenue transparente à elle-même et qui, dans l'imaginaire de la « Commune étudiante », prétendait se substituer aux représentants élus, à l'État... La remise en cause radicale de tous les pouvoirs, des institutions, des médiations, en même temps que l'affirmation d'une autonomie absolue et d'un bonheur total se vivant dans le présent, ne pouvaient mener qu'à l'échec de la « Commune étudiante » de mai-juin 68.

Dans l'événement lui-même, une dynamique de vie était en œuvre en même temps qu'une potentialité d'auto-destruction. Les années contestataires qui vont suivre ne vont pas retrouver la même dynamique et vont accentuer les aspects destructeurs. Aujourd'hui, l'héritage de mai 68 s'inscrit dans un contexte très différent de chômage de masse, de société devenue permissive et de pouvoir informel, où l'individu se crée un statut dans la plainte.

M. : Il n'y avait pas de désespérance à l'époque...

« Le réveil douloureux après la fête »

J.P.L.G. : C'est le problème du « tout est possible » lié au moment festif de mai 68. Il est bien exprimé après mai par la revue maoïste-libertaire *Tout*²! Mais il aura rapidement une fin, qui coïncidera avec la crise économique et le retournement de la situation internationale :

1. Voir pages 21 du présent numéro de Mélapous.

2. Revue créée par des militants maoïstes libertaires, en septembre 1970, dont le programme était « ce que nous voulons : Tout ! ». Elle va s'ouvrir aux luttes considérées comme secondaires par l'extrême gauche : luttes de libération des femmes et des homosexuels, antipsychiatrie, communautés... Elle deviendra l'un des vecteurs de la contre-culture et disparaîtra en 1971/1972.

la fin des Trente glorieuses (crise du pétrole dès 1973) et la fin de la révolution culturelle et des illusions sur la Chine communiste, sur le Vietnam ou le Cambodge à partir du milieu des années soixante-dix. De manière concomitante, apparaissent le mouvement des écologistes qui tiennent un discours de la limite, à l'inverse de l'idée du « *grand soir* » et sur le plan de la musique rock, les punks et le mot d'ordre : « *no future* ».

Je risquerais une comparaison de ce retournement avec les effets de la drogue : le docteur Claude Olivenstein³ rappelait que la drogue devait s'étudier sous trois angles : la nature du produit, l'individu sur lequel il s'applique et le contexte socio-culturel. Comme pour les usagers de drogue, les débuts de l'expérimentation sont joyeux, mais cela tourne vite au drame et au sordide. Le film de Barbet Schroeder *More*⁴ est assez emblématique de ce passage d'une irresponsabilité où tout semble possible à un tragique qui se termine dans la mort. Dans ses aspects les plus extrêmes, le mouvement de 68 a, d'une certaine manière, pris le même chemin. C'est le destin de certains des acteurs radicaux de mai 68, en tout cas de ceux qui ont « voulu aller jusqu'au bout ».

« *L'héritage de mai 68 : une transmission défaillante* »

M. : Vous évoquez une véritable mutation sociale et historique. Edgar Morin parlait, lui, d'une sorte de 1789 socio-juvénile⁵ joué par des acteurs nouveaux, étudiants non insérés socialement, vivant dans une sorte d'adolescence prolongée... Pourriez-vous préciser ?

J.P.L.G. : Mai-juin 68 marque le moment de l'irruption de la jeunesse comme acteur social et politique. Ce mouvement est rendu possible par l'allongement de la période entre l'enfance et l'âge adulte dans la période d'insouciance des trente glorieuses, dans une société qui s'est transformée considérablement et de façon très rapide depuis la dernière guerre mondiale. L'histoire des suites de mai 68 est celle d'une transmission défaillante. J'essaie d'avancer l'hypothèse qu'il existe une fracture générationnelle plus importante chez les enfants des soixante-huitards qu'entre cette génération et leurs propres parents. On sait qu'à certaines périodes, les fractures générationnelles ont été plus importantes qu'à d'autres. Je pense notamment à la génération de 1914/1918. Après la première guerre mondiale sont nés de grands courants idéologiques et politiques de type totalitaires, comme le bolchevisme et le fascisme, et des courants artistiques qui se sont affirmés dans une optique de rupture radicale comme le mouvement surréaliste. Pour prendre ce dernier exemple, l'avant-garde surréaliste a été une révolution artistique mais, qu'elle le voulait ou non, elle se raccrochait de fait à un héritage : elle était composée de gens cultivés, formés de façon classique, qui avaient du talent et ont pu, à la suite de leurs aînés tout en se révoltant contre eux, produire des œuvres.

La spécificité de la coupure de 68, c'est celle dont parle l'anthropologue Margaret Mead⁶ en constatant qu'aucune autre génération n'a connu et assimilée des changements aussi rapides : sources d'énergie, moyens de communication, définition de l'humanité, limites de l'univers explorable, certitudes d'un monde connu et limité, impératifs fondamentaux de la vie et de la mort. Cette formidable coupure avec la familiarité du monde d'avant disqualifie le passé et l'expérience des aînés, qui ne semblent plus pouvoir servir de référence pour s'orienter dans le monde moderne, pour accompagner les jeunes générations.

La continuité de l'expérience est rompue...

M. : Concrètement ?

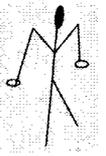
J.P.L.G. : A partir des années 60, les jeunes étudiants rompent avec leurs parents, se révoltent contre un avenir tout tracé, contre une société qui leur paraît non seulement injuste mais dépourvue de sens. On retrouve cela simultanément dans l'ensemble des pays occidentaux. Il s'agissait des futures élites, formées à partir d'une culture transmise tant bien que mal depuis la première guerre mondiale : dans le secondaire, les « humanités » créaient une certaine idée de la France, celle des lettres et des arts, l'humanisme, le judéo-christianisme et le moralisme issu du 19^e siècle étaient encore prégnants. Cela explique pourquoi le pouvoir de l'époque a traité mai 68, avec la relative tolérance de l'entre-soi. Cette génération se révolte contre l'héritage légué, car il faut bien reconnaître qu'il y avait un hiatus entre la société nouvelle et l'héritage transmis : les biens de consommation étaient désormais accessibles et le bonheur paraissait désormais à portée de main, il pouvait se vivre dans le présent. L'idée de sacrifice pour les générations suivantes semblait avoir perdu son sens. Il en était de même dans le rapport de l'individu au collectif : avec le développement de l'Etat-Providence, les solidarités traditionnelles s'étaient effritées, et l'individu était considéré d'abord comme un individu ayant des droits et non plus comme membre d'un groupe. De plus, il existait une contradiction entre les idéaux liés à l'esprit de la Résistance et la réalité du pouvoir de l'époque : d'un côté, l'image d'un gaullisme véhiculée par des personnalités comme Malraux ou d'autres hommes politiques qui narrent une France résistante dans son ensemble. De l'autre, une logique du profit et de la consommation, un pouvoir rattrapé par des scandales immobiliers retentissants. Il existe, chez les révolutionnaires de 68, une forte demande d'aventure qui prend de multiples formes. Dans l'extrême-gauche politisée, on rejoue l'épopée et l'héroïsme révolutionnaire, on valorise la résistance, les guérilleros, la *Longue marche* chinoise... Toutefois, la réalité d'une société développée comme la France en est bien éloignée. Comment maintenir l'aventure, la passion révolutionnaire, dans une société qui a changé d'époque historique et qui semble tout entière absorbée dans le cycle production-consommation ? Tel me paraît être une des significations importantes du mouvement de mai.

3. Claude Olivenstein était médecin-chef du centre Marmottan, spécialiste en toxicomanie.

4. Film de 1969, sur une musique des Pink Floyd, qui peint le tableau de Stefan, jeune étudiant allemand, qui part en quête de lui-même en s'adonnant aux excès de la drogue et du sexe. Le film décrit sa descente aux enfers où la plongée dans la délinquance, les rechutes et l'auto-destruction permanente le mènent à un drame final inéluctable.

5. Edgar Morin, « *La Commune étudiante* », mai 68 : la brèche. *Premières réflexions sur les événements*, Fayard, Paris, 1968.

6. Margaret Mead, *Le fossé des générations*. Les nouvelles relations entre les générations dans les années soixante-dix, Paris, 1971 et 1979.



« Du passé, faisons table rase »

M. : En fait ce que vous nous expliquez, et notamment à travers cette coupure dans la transmission où l'expérience acquise n'est plus une référence, c'est que l'on est bien loin du classique débat entre les Anciens et les Modernes.

J.P.L.G. : Mai 68 est avant tout une sorte de catharsis de la société arrivée à un nouveau stade de son développement : la révolte de la jeunesse constitue la « plaque sensible » des contradictions de cette société qui éclatent alors au grand jour.

Mais, dans l'appréciation du passé, il n'y a pas eu véritablement travail de discernement entre les aspects sclérosés et les acquis qui peuvent trouver une portée nouvelle dans la nouvelle situation historique. Le mouvement de la jeunesse contestataire a rejeté en bloc l'héritage des anciens. Ce mouvement a une dimension internationale. Une partie des jeunes Européens est fascinée par les cultures non occidentales. La *Beat Generation* américaine et Bob Dylan ont, à leur façon, préparé le terrain. « Times they're changin' », « *Cours camarade, le vieux monde est derrière toi* » résument bien le sentiment de l'époque d'assister à la fin d'un monde, sans pour autant savoir sur quoi ce mouvement va déboucher. Comme je le remarquais plus haut, il y a un aspect plus nietzschéen que marxiste dans 68 : un renversement de toutes les valeurs, la construction d'un homme et d'un monde nouveaux à partir d'un présent et d'une jeunesse auto-référentiels.

M. : Oui, on le voit très bien avec des revues comme *Actuel*⁸, figure de proue d'une culture underground.

J.P.L.G. : Cette culture underground s'accompagne d'un syncrétisme, d'un engouement pour l'hindouisme, le bouddhisme et autres « croyances exotiques ». Au début, existe une dynamique de curiosité-fascination, d'expérimentation et d'irresponsabilité joyeuse. Les lendemains de fête vont être moins joyeux... Le problème, c'est que cette génération va déchanter. Ayant rejeté la culture dont elle est issue, une partie de cette génération aura alors quelques difficultés à reconstruire et à transmettre un héritage culturel structurant à ses enfants. Sa subjectivité narcissique et la posture de l'éternel révolté ne peuvent en tenir lieu.

« Quand la pensée fait place à la pulsion et à l'émotion »

Continuons un peu sur cette question du mouvement des idées dans les années 70. Gilles Deleuze et Félix Guattari⁹ illustrent bien cette période. Ils s'en prennent à la psychanalyse dans sa dimension de rationalité : ils préconisent de se laisser porter par le désir et les forces de l'inconscient, d'entendre que les masses ont désiré le fascisme en tant qu'il repose sur un type d'investissement inconscient du désir. Ils font l'apologie de la folie à la manière d'Artaud, prônent l'expérimentation

de la sexualité libérée de tous les tabous. Les théories de Wilhelm Reich¹⁰, niant la pulsion de mort, sont redécouvertes et acquièrent de l'audience, retrouvant une dimension très rousseauiste : l'Homme est fondamentalement bon, le mal vient de l'extérieur. Les premiers innocents sont les jeunes, les femmes et les peuples dominés, réprimés et perversis dans leurs pulsions de vie et d'amour par l'intervention de l'Occident capitaliste.

C'est pour cela que dans mon ouvrage, j'ai posé la théorie des deux gauchismes, l'un politique marqué par la tradition révolutionnaire, avant tout néo-bolchévique, et l'autre, culturel de libération du désir, dont on n'a pas fini de subir les effets.

Ce gauchisme culturel est aujourd'hui davantage formé par des restes de psychanalyse revisitée par les émotions et les bons sentiments que par le marxisme révolutionnaire qui s'appuie, lui, sur une culture historique. On le constate par exemple dans le discours des héritières du MLF qui ne cessent de répéter à leur manière : « *il faut savoir se mettre à l'écoute de ses sentiments car les sentiments sont avant tout l'apanage des femmes (qui sont selon la formule consacrée : « l'avenir de l'homme ») et seuls les sentiments ne mentent pas* ». Les derniers des néo-bolchéviques, comme la Ligue communiste, se sont adaptés au changement d'époque, lorsque Olivier Besancenot déclare : « *Les sentiments sont de notre côté.* »

« Emancipation des femmes et des enfants : même combat ?... »

M. : Vous abordez également la question de l'autonomie de l'enfant et de son lien avec ce courant féministe. Cela nous évoque une intervention assez étonnante, tenue dans les années 90, par le sociologue Alain Touraine, lors d'un colloque à la Sorbonne, où il défendait l'idée que les femmes comme les enfants devaient se battre pour leur émancipation. Qu'en pensez-vous ?

J.P.L.G. : Je ne suis pas surpris. Dans le féminisme, du moins dans sa forme radicale, le rapport à l'enfant est redoutable et destructeur. En premier lieu, le rapport des femmes à leur propre mère s'exprime dans une expression qui condense, selon moi, le règlement de compte qui s'opère alors : « *Mère, ma mort* ». L'idée se développe chez les extrémistes du MLF que leurs mères ont eu une vie totalement sacrifiée et qu'il est hors de question que leurs filles prennent le même chemin. Outre le sacrifice pour le conjoint, ce qui est en cause, c'est celui pour les enfants. D'où le deuxième mouvement, à savoir « *maman, tu t'es sacrifiée pour moi mais moi je ne me sacrifierai pas pour mes enfants si je décide d'en avoir* ». Si je me réfère à une revue comme celle du *Torchon brûlé*¹¹, organe à l'époque du MLF, on peut mieux voir comment le fantasme de toute-puissance de la femme coupe le lien générationnel. Ce mouvement féministe extrémiste croise le mouvement qui entend libérer les enfants de la domination, de l'aliénation de la famille et de l'école autoritaires.

7. Célèbre formule écrite sur les murs de Paris en 1968.

8. Cette revue fondée de manière éphémère à l'automne 1968, est relancée en octobre 1970 par Jean-François Bizot et Michel-Antoine Burnier. Elle popularise la contre-culture, se fait le promoteur de la bande dessinée, de la libération sexuelle, des communautés, de la drogue ou de la route des Indes. Elle s'arrêtera, tout au moins dans cette première version, en 1975.

9. Gilles Deleuze, Félix Guattari, *L'anti-Œdipe*, Minuit, Paris, 1972.

10. Wilhelm Reich (1897-1957) est un médecin et psychanalyste autrichien. Il tenta une alliance entre la psychanalyse et le marxisme. Pour lui, son combat pour le socialisme était inséparable de la libération sexuelle contre l'ordre moral et la famille bourgeoise autoritaire.

11. Revue créée en 1971 qui disparaîtra en 1973. Son titre exact était : *le torchon brûlé - journal menstruel*.

L'enfant est proclamé autonome et créatif dès son plus jeune âge.

Il y a là chez les gauchistes de l'époque un fantasme de toute-puissance de l'individu qui tend à renier l'idée de filiation, de dette à l'égard des générations passées.

« ...au détriment du plus faible »

Reprenons notre analyse. Plusieurs courants co-existent, à l'époque, au MLF et conduisent à nier l'enfant de deux façons :

- pour les féministes révolutionnaires, émules de Simone de Beauvoir, l'enfant asservit. La maternité est donc vécue comme l'esclavage de la femme, contrainte insupportable par rapport à l'idée d'autonomie, de liberté individuelle. Pour celles qui malgré tout ont des enfants, le discours tenu à l'enfant pouvait être alors : « tu dois comprendre que j'existe comme femme et que tu ne m'empêtera pas sur ma liberté » ou versus militantisme : « Si je te laisse tout seul ce soir pour partir à ma réunion, c'est parce que je lutte pour une autre société plus juste »,

- pour une autre tendance autour d'Antoinette Fouque¹², la maternité est au contraire valorisée et l'enfant est considéré comme ce qui permet à la femme de s'affirmer comme telle, il est comme le double du corps de la femme-mère. L'enfant est le prolongement du moi, objet du narcissisme féminin.

Ces deux attitudes de rejet ou de fusion ne laissent guère de place pour le père et dénie tout devoir contraignant vis-à-vis de l'enfant.

C'est bien évidemment l'enfant, le plus faible, qui est la victime de ces approches. C'est une façon de se débarrasser de sa propre responsabilité et de ses devoirs d'adultes envers des êtres qui, pour grandir, doivent être aimés pour eux-mêmes, protégés et éduqués. Pour devenir un jour autonomes, il faut qu'une transmission ait lieu vis-à-vis de laquelle l'individu sera amené à se situer. En niant cette idée, on se défausse sur les enfants de ses propres responsabilités, on fait peser sur eux un poids de responsabilité impossible à assumer, on fabrique à terme des individus en perpétuelle errance.

L'ouvrage d'Alexander S. Neil *Libres enfants de Summerhill*¹³ a eu un très grand succès dans les années soixante-dix. Cela apparaissait à beaucoup comme un modèle libérateur dans le contexte de l'époque, par rapport à la famille autoritaire ordonnée autour de la volonté du père. Il n'empêche : le modèle autogestionnaire appliqué aux enfants a pu faire du dégât. Trente ans plus tard, la reprise de ses idées dans un contexte de déstructuration familiale et institutionnelle renforce le chaos. « La malédiction qui pèse sur l'humanité, c'est la contrainte extérieure, qu'elle vienne du Pape, de l'Etat ou du professeur. C'est du fascisme » : ces propos d'Alexander S. Neil résumés, on ne peut mieux, une certaine mentalité d'époque, mais on aurait tort de croire que cette mentalité a entièrement disparu à l'heure du développement d'un nouvel individualisme.

Les idées développées par les cercles d'avant-garde des années 60-70 se sont répandues dans la société sous une forme moins extrême, moins violente, mais la diffusion a bien eu lieu. Quand les étudiants contestataires de l'époque sont arrivés aux responsabilités, ils ont poursuivi leur combat « émancipateur » et ces idées ont été amplifiées et diffusées par les médias, secteur où nombre d'ex-contestataires ont fini par faire leur nid.

« ...La barbarie douce... »

M. : Est-ce en réponse à cela qu'émerge la demande actuelle d'autorité et de responsabilisation des parents ? Dans ce sens, les contrats tels le contrat de responsabilité parentale ou l'idée d'un conseil pour les droits et devoirs des familles fleurissent. Qu'en pensez-vous ?

J.P.L.G. : Il existe une tendance à estimer que tout le monde est responsable de tout, à égalité, sans tenir compte des réalités sociales et économiques, des différences de places et de statuts. Par exemple, nous voyons l'Etat renvoyer aux parents leurs responsabilités, mais a-t-il bien conscience de la déstructuration existante et quel peut être son propre rôle d'aide et d'assistance sur ce point ?

On dit tout et son contraire : on en appelle à l'autorité en sous-entendant que la société est prête à sanctionner et à assumer le conflit consécutif à cette posture. En même temps, on voit bien que le monde des adultes, et plus précisément les institutions, se défaussent en postulant un discours autour de l'auto-détermination de l'enfant, lui demandant d'intérioriser seul les règles et les limites. Réfléchissons au poids de responsabilité que cela fait peser sur nos enfants !

L'inflation actuelle des contrats dans tous les domaines est symptomatique de la difficulté des institutions à assumer leur autorité et leur rôle. Difficulté à occuper une position transcendante dans un monde où tout est mis sur le même plan, où tout est horizontal.

Toute la société est envahie par ces outils contractuels. Je pense notamment à cette campagne « passeport pour la prudence », outils de repérage des maltraitances sexuelles dans les familles, où l'on demande à toute la « communauté scolaire » de se mobiliser. Est-ce vraiment aux enseignants de s'atteler à cette tâche ? De même, je m'interroge sur ces associations militantes dont le rôle est de plus en plus important, notamment dans la formation des professionnels, déléguée par l'Etat, alors même qu'elles sont dans une posture idéologique militante.

« Les interdits qui autorisent... »

De nouvelles méthodes pédagogiques moderniste en arrivent à penser que toute mesure doit, pour être légitime, émaner de l'élève ou faire l'objet de son assentiment. On en arrive à des situations paradoxales. Je me souviens de propos de Philippe Meirieux¹⁴ inventant cette formule : les « interdits qui

12. Animatrice de la tendance *Psychanalyse et politique*, un des courants du M.L.F. Cette tendance valorise le corps des femmes dans son irréductible spécificité comme une sorte de sanctuaire perpétuellement menacé de viol.

13. Alexander S. Neil, *Libres enfants de Summerhill*, Paris, Maspéro, 1970.

14. Ancien directeur de l'IUFM de l'académie de Lyon, Philippe Meirieux a participé à la création des instituts universitaires de formation des maîtres.



autorisent¹⁵». Tout en affirmant dans un premier temps que l'adulte doit « imposer » des règles sans se sentir coupable, il s'agit dans le même temps, nous dit-on, de montrer que le respect de l'interdit offre des satisfactions plus grandes que leur transgression : « Un interdit ne vaut que par ce qu'il autorise, il ne sera respecté que si l'on peut prouver qu'il offre des possibilités infiniment plus intéressantes et gratifiantes que sa transgression. L'interdit fondateur de l'inceste, par exemple, est la condition indispensable pour engager un échange social entre les familles et fonder une société qui mutualise ses richesses¹⁶ ». On pose ainsi l'interdit comme nécessaire, pour aussitôt ajouter qu'il n'y a pas moyen de le faire respecter si on ne montre pas ce que l'individu peut y gagner. Devrait-on en conclure que l'interdit de l'inceste sera réellement respecté si on arrive à faire comprendre qu'il permet un échange social élargi ? Ce qu'on se refuse à admettre, c'est que tout n'est pas négociable et que le rapport de l'adulte et de l'enfant, du représentant de l'institution et du jeune est asymétrique. Ces outils et ces méthodes qui placent les plus faibles dans des situations déstabilisantes, en faisant porter sur eux une responsabilité impossible à assumer, sont typiques de ce que j'appelle la barbarie douce¹⁷.

« D'une logique contractuelle à une logique victimaire qui imprègne la société »

M. : Logique contractuelle, dites-vous. Nous aurions envie d'ajouter logique victimaire. Qu'en pensez-vous ?

J.P.L.G. : Tout à fait. L'exemple du harcèlement moral me semble très significatif à cet égard. J'ai publié dans la revue *Le Débat*, deux articles¹⁸ sur cette question. J'y retrace la genèse de ce syndrome avant de m'interroger sur ce que ce nouveau fléau nous dit sur l'état des rapports sociaux.

Sans m'étendre sur le sujet, ici, je m'étais interrogé sur le succès de l'ouvrage de Marie-France Hirigoyen *Le harcèlement moral*¹⁹, véritable best-seller vendu à plus de 500 000 exemplaires. Cet ouvrage, comme d'ailleurs *Libres enfants de Summerhill*, dans les années 70 pour l'éducation des enfants, a joué comme un miroir où chacun s'est retrouvé dans l'abord des problèmes du travail et des rapports sociaux. Alors qu'antérieurement, on parlait couramment d'aliénation et d'exploitation dans le travail, voilà que désormais l'on invoque sans cesse la « souffrance au travail » et le « harcèlement moral ». Ce glissement de vocabulaire est représentatif d'un changement de paradigme qu'il est important de cerner.

Les conflits de personnes ont toujours existé, mais ils étaient intégrés dans des rapports collectifs qui permettaient de relativiser le caractère personnel du conflit : on pouvait se fâcher, se plaindre à ses collègues ou au syndicat. Avec l'érosion des solidarités dans le travail liée au chômage de masse et à la montée

d'un nouvel individualisme, on en vient à psychologiser les conflits et à renforcer le recentrement des individus sur leurs propres problèmes au lieu de situer leurs difficultés dans un cadre collectif qui permettrait de les relativiser. J'analyse cela comme une matrice des nouveaux rapports sociaux : on se pense de plus en plus comme une victime réclamant ses droits et exigeant la reconnaissance de son statut de victime par les institutions. Quand on entre dans cette logique, on n'en sort plus. Or qu'a fait l'Etat ? Il a favorisé cette demande victimaire qui envahit désormais tout le paysage social et politique.

Nous voyons bien ici une des formes exacerbées de l'héritage impossible dans un nouveau contexte de chômage de masse et de concurrence entre les individus. L'expression s'affirme en dehors des règles de la raison et de la logique, n'intériorise plus la référence à un tiers qui la contient et la canalise. Elle est proche du défoulement, s'exprime sur un mode où se mêlent la souffrance et l'agressivité, la plainte et la dénonciation.

« La panne des idées politiques »

M. : Nous retrouvons le même phénomène dans la justice. Mais pour en revenir à votre analyse de 68 et au constat que vous faites d'un héritage impossible, passons à ses conséquences dans le monde d'aujourd'hui.

J.P.L.G. : La crise actuelle ne peut se réduire à ses causes économiques et sociales, certes essentielles, mais il ne faut pas négliger ce que l'on pourrait appeler la question anthropologique, la culture nouvelle qui s'est répandue dans la société en une trentaine d'années. Tout d'abord, l'autonomie tend à être considérée comme un absolu et toute forme de pouvoir devient synonyme de domination. Ce sont les idées clefs de l'héritage impossible de mai 68. On peut y ajouter celle d'une déconnexion de l'histoire par une valorisation extrême du moment présent.

Mai 68 et le début des années 70 se situent encore dans la période d'expansion économique et l'Etat providence se porte encore bien. C'est au milieu des années 70 que la situation change avec la montée d'un chômage de masse structurel et la crise de l'Etat providence.

C'est à la même époque que l'on observe une panne des grandes idéologies et des projets politiques qui prétendaient détenir le modèle d'une autre société. D'autres idées politiques tentent de s'y substituer. Sur ce sujet, il faudrait faire un examen critique de ce que l'on a appelé « la deuxième gauche », celle du PSU de Michel Rocard et du mouvement de la CFDT : ces courants ont tenté de prendre en compte les aspirations à l'autonomie et à la participation de mai 68 de façon plus responsable que les courants révolutionnaires. Le développement de l'idée d'autogestion s'inscrit dans cette démarche. Mais en fait, globalement, on peut dire que ce courant de la deuxième gauche a sous-estimé la part impossible de l'héritage de mai 68. Il n'est pas parvenu à

15. Philippe Meirieu, Marc Guiraud, *L'école ou la guerre civile*, Plon, Paris, 1997, p. 137.

16. *Ibid.*, p. 138.

17. Dans son ouvrage, *La barbarie douce*, Jean-Pierre Le Goff explique que cette expression renvoie à « une barbarie bien éloignée de celle qui implique violence et cruauté. La barbarie douce ne laisse guère apparaître les signes d'une agressivité première, n'agit pas par la contrainte externe et la domination. La douceur n'est pas attachée à elle comme un faux-semblant ; l'autonomie, la transparence et la convivialité sont ses thèmes de prédilection. Elle s'adresse à chacun en n'ayant de cesse de rechercher sa participation, et ceux qui la pratiquent affichent souvent une bonne volonté et un sourire désarmants ».

18. Jean-Pierre Le Goff, Que veut dire le harcèlement moral ? Revue *Le Débat*, n°123, janvier/février 2003, et n°124, mars/avril 2003.

19. Marie-France Hirigoyen, *Le harcèlement moral. La violence perverse au quotidien*, Paris, Syros, 1998.

prendre une distance critique sur ce point. Il a tenté de réunir en un tout éclectique les nouveaux mouvements sociaux (mouvement des jeunes, écologie, féminisme...) en sous-estimant leur confusion et en ne voyant pas que ces mouvements véhiculaient une opposition telle entre société et État que la spécificité et la logique propre du politique étaient déniées. Le fond du problème me paraît résider dans une insuffisante réflexion sur la nature et la fonction de l'État et des Institutions qui ne peuvent être pensés comme de purs instruments au service de la société. Ce courant a ainsi véhiculé une partie de l'héritage impossible que j'évoquais plus haut, même s'il s'agit d'une forme plus douce que celle de l'extrême gauche.

Le thème de l'appel à la société responsable, que l'on trouvait dans le programme de la deuxième gauche, transcende aujourd'hui le clivage droite-gauche. Quel homme politique ne fait pas appel aujourd'hui à la responsabilité de la société et des individus ? Cet appel intervient dans un contexte d'affaiblissement des pouvoirs et des institutions qui ont de plus en plus de mal à assumer clairement leur rôle. D'où un jeu de miroir délétère entre société et État, chacun accusant l'autre, rejetant sur l'autre ses responsabilités.

M. : A vous écouter, on a l'impression que les deux candidats les plus populaires dans les sondages actuels²⁰ en vue des prochaines élections présidentielles, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy pour ne pas les nommer, sont l'aboutissement de cet héritage impossible : on aurait basculé dans un nouvel âge de la démocratie où les citoyens n'attendent plus des politiques qu'ils soient les sachants qui proposent un programme à discuter mais au contraire recherchent des candidats qui soient leurs semblables. D'où cette formule entendue « Mon opinion est celle des français ».

J.P.L.G. : Les deux candidats arrivent dans une situation marquée par plus de trente ans de changements culturels qui semblent maintenant arrivés à leur point d'aboutissement. Par-delà leurs propositions différentes, existe une posture semblable. On a le sentiment que le sens de la fonction politique qui dépasse les individualités des candidats s'est perdu, au profit d'un positionnement du type : « Après tout, pourquoi pas moi ? » doublé d'un message en direction de la société : « Je suis comme vous. ». Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy représentent pour moi deux formes de populisme d'un nouveau genre qui tentent de coller chacun à leur manière au nouvel état de la société. Ils ont chacun une manière de dire : « Vous c'est moi » et en même temps « avec moi, vous allez voir ce que vous allez voir, ça va vraiment changer ». Ségolène Royale incarne jusqu'à la caricature le miroir ou la page blanche dans lesquels chacun peut se projeter, tout en défendant aussi une forme de retour à l'ordre. Nicolas Sarkozy parle un langage qui se veut près du peuple et joue la carte du retour réactif au besoin d'ordre et de sécurité. Mais il ne faut pas s'y tromper, derrière ces miroirs où chacun croit pouvoir se retrouver, se profilent

des « moi » autoritaires qui feront ce qu'ils ont décidé de faire. Si l'un ou l'autre arrive au pouvoir, je crains une situation qui risque de devenir de plus en plus chaotique et conflictuelle.

« Le règne de l'individu au détriment du collectif »

M. : Vous constatez que la nouvelle figure de l'individu se caractérise par un être auto-centré qui ne se pense plus comme élément d'un collectif et dont l'insertion personnelle est déconnectée de l'histoire collective.

Pensez-vous qu'il s'agisse d'une mutation en profondeur ou d'une simple période transitoire de redistribution des cartes ?

J.P.L.G. : On pourrait dire « Narcissisme et sauve-qui-peut ! ». La période est critique. On n'en finit pas de voir se décomposer un héritage sans qu'on voie renaître, de façon cohérente et d'ensemble, un renouveau.

La perte de la culture historique s'accompagne de celle de la perte de la dimension ambivalente et tragique de l'existence collective, au profit d'un individualisme mû par une morale des bons sentiments qui divise l'histoire et le monde entre les gentils et les méchants. Je relie cela à l'érosion de l'éthos des sociétés européennes antérieurement imprégnés de la culture chrétienne. Dans la culture juive et chrétienne, l'homme était soumis au bien ET au mal, à des conflits internes. Actuellement, il semblerait que l'on veuille éradiquer toute forme d'agressivité et de mal chez les individus. La violence intrinsèque à chacun d'entre nous est déniée, le conflit est évité au profit de l'application d'un modèle hygiéniste et moralement correct de bons comportements. Les nouveaux outils pédagogiques et les contrats dont nous avons parlé plus haut appliqués aux enfants dès leur plus jeune âge, tentent d'éradiquer cette part de violence et de conflit qui se manifeste alors autrement. Qu'on ne s'étonne pas dans ces conditions d'assister à des formes paroxystiques de défoulement, de violence nées d'expressions interdites, de conflits étouffés.

« La crise des banlieues : éléments d'analyse »

M. : Avant de vous interroger sur les moyens de nous sortir de cette impasse, nous souhaiterions revenir sur la question des émeutes de novembre 2005 et du mouvement anti-CPE de mars 2006.

En premier lieu, nous nous interrogeons sur la pertinence de votre analyse de l'héritage impossible pour des jeunes de banlieue souvent issus de familles originaires d'autres horizons ?

J.P.L.G. : Oui, je crois que mon analyse concerne aussi cette population même s'il n'existe aucun lien entre mai 68 et leur situation économique et sociale. Ces jeunes, comme les autres, sont nés dans une nouvelle

20. Cet entretien a été réalisé en janvier 2007.



période historique marquée par l'érosion des repères symboliques de l'autorité, la crise de la transmission dont Mai 68 et les années soixante-dix constituent les moments de basculement. S'y ajoute le chômage de masse. La combinaison de ces deux facteurs (crise culturelle et chômage de masse) créent une situation particulièrement difficile. La situation familiale de nombre d'entre eux ne facilite pas les choses : la place du père qui n'a pas de travail est encore davantage remise en question. Du point de vue historique, dans un pays qui doute de lui-même, ils peuvent également avoir plus de mal à se situer parce que descendants de migrants.

« Une déstructuration identitaire qui favorise les débordements pulsionnels »

M. : Quel est votre regard sur les événements de novembre 2005 ?

J.P.L.G. : J'observe malheureusement dans ces émeutes des banlieues un phénomène nouveau : une logique d'auto-destruction développée par des bandes de jeunes minoritaires. Dans les années 60, il y avait des situations de misère économique plus graves que celles d'aujourd'hui, mais elles étaient compensées par des formes de sociabilité et des solidarités collectives qui n'existent plus aujourd'hui. Il y avait aussi l'espoir de promotion sociale dans une époque d'expansion économique où l'on trouvait du travail. Actuellement, chômage de masse et atomisation des individus forment le nouveau contexte. S'ajoutent à cela des formes de déstructuration familiale : familles nombreuses, souvent monoparentales, où les jeunes n'ont plus que des liens de pairs. Cet élément anthropologique, combiné avec des situations économiques et sociales difficiles, explique en partie les choses. Si l'on rajoute l'idée victimaire et la valorisation de l'existence par image médiatique, on constate une sorte de mimétisme télévisuel. Ces émeutes ne sont pas comme telles une demande politique, c'est plus pulsionnel que cela. Comme j'aime à le dire pour en souligner le caractère nouveau, les chômeurs des années 30 ne s'attaquaient pas à la soupe populaire.

La nouveauté me paraît être, pour une partie des jeunes, une forme de déstructuration identitaire liée à une mésestime d'eux-mêmes, à une déstructuration du rapport à soi en relation avec les phénomènes anthropologiques que je viens d'évoquer.

M. : Dans les études sociologiques conduites notamment sur la situation en Seine Saint Denis, il est souligné que les mineurs déferés lors des événements de novembre 2005 étaient pour la plupart inconnus. Comment expliquez-vous cela ?

J.P.L.G. : Je vais peut-être vous paraître un peu réducteur mais je crois que comme dans tout mouvement collectif, ceux qui font interpellé, ce ne sont pas forcément les meneurs, mais les suiveurs : ce sont souvent les deuxièmes lignes qui se font prendre. Celles-ci ne

résistent pas à l'envie d'« en être », de participer à l'événement, sans pour autant avoir forcément la même « rage » que les autres.

Pour en revenir à cette déstructuration identitaire qui me semble caractériser la situation actuelle de bandes de jeunes adolescents violents, on peut faire une analyse comparative avec les blousons noirs des années 60. Les jeunes de cette époque étaient violents, mais ils vivaient une forme de socialisation par le collectif de la bande, structurée autour d'un chef, avec un code de l'honneur et des rituels. Ce qui me semble caractériser la situation d'aujourd'hui, c'est un lien plus direct avec la dimension pulsionnelle, l'absence de véritable modèle, un langage qui colle beaucoup plus aux affects et aux pulsions. Dans *repris de justesse*²¹, l'ancien des bandes du début des années quatre-vingt ne reconnaît plus les nouvelles bandes fluctuantes de jeunes ados.

« Une inconscience de la gravité des comportements »

De tout temps les délinquants ont présenté une absence de culpabilité, mais également, pour certains, des formes de déchirements internes forts. Il me semble que dans nombre de cas aujourd'hui, on a désormais à faire à des individus très jeunes dont le problème n'est pas le refoulement mais le passage à l'acte et l'inconscience de la gravité de l'acte. Ils peuvent tuer par inadvertance : « j'ai pas fait exprès » peuvent dire ceux qui ont brûlé des bus ou commis des violences graves sur des personnes. C'est un défi nouveau : il y a une forme d'inconscience de la gravité de l'acte relativement inédite. Quand le gamin travaille avec un psychologue sur la réalité de son acte, il risque de passer d'un extrême à l'autre : de l'inconscience à l'effondrement de soi avec une logique d'auto-destruction. Les attaques de bus, tuer par inadvertance... ne correspondent pas à ce qu'on peut voir dans les 400 coups de Truffaut, par exemple.

On n'a pas encore suffisamment d'analyses du caractère inédit de ce qui s'est passé. Un des points qui me semble important est que ces événements ne trouvent pas à s'inscrire dans un récit historique, contrairement à mai 68, lorsque des voitures brûlaient et que l'on disait « on refait les barricades » en liaison imaginaire avec les grands événements qui avaient marqué l'histoire du pays.

M. : Pensez-vous que les jeunes d'aujourd'hui soient véritablement différents de ceux d'il y a une trentaine d'année, ou que c'est la société dans laquelle ils grandissent qui est différente ?

J.P.L.G. : Je pense que les jeunes sont différents, mais pour comprendre cette différence, il faut prendre en compte la nouvelle situation sociale-historique : grandir, être éduqué et formé aujourd'hui ou dans les années 1950 et 60 sont des situations bien différentes. La culture - au sens anthropologique de valeurs, de comportements, d'habitudes... intériorisés par une collectivité -, a considérablement évolué.

21. Référence à l'ouvrage de Yazid Khefri, *Repris de justesse*, Paris, La Découverte, 2006. Dans cet excellent essai, Yazid Khefri relate à partir de sa propre expérience comment on devient violent, quel regard on porte sur ses parents quand on est jeune, maghrébin et habitant d'une cité difficile, Le Val Fourré à Mantes La Jolie, au début des années 80.

Comment on bascule de la violence à la délinquance mais également comment on peut en revenir d'où le titre de l'ouvrage.

J'en reviens à la nouvelle donne culturelle amenée par mai 68 et les années soixante-dix. Contrairement aux discours de certains hommes politiques, je ne renvoie pas d'abord la responsabilité sur ces jeunes. Je pense que ces hommes politiques sous-estiment l'état de désstructuration identitaire de ces jeunes et les moyens à mettre en œuvre, en termes de nombre et de qualité d'encadrants nécessaire pour traiter cette question.

Le problème, ce n'est pas « les jeunes », mais ce qui leur a été ou non transmis, le type d'adultes (structurés ou non), d'institutions (cohérentes ou informes) qui sont là pour les encadrer, les former, les aider à entrer dans le monde actuel. C'est donc aux adultes et aux institutions qu'il convient de renvoyer d'abord la responsabilité. L'échec de ces jeunes c'est aussi leur échec.

En ce sens, il existe bien une responsabilité de la génération des soixante-huitards, tout au moins de ceux qui n'ont jamais opéré un recul réflexif et critique sur ce qu'ils ont vécu. Ceux-là se sont trouvés en difficulté pour transmettre un héritage structurant aux générations suivantes.

« Quelle responsabilité des médias ? »

M. : on ne peut faire l'impasse sur l'importance des médias dans ce contexte.

Amplifient-ils ou créent-ils ? Quel impact des faits divers dans la scénarisation des comportements délinquants ?

J.P.L.G. : Je pense que les médias amplifient les tendances existant au sein de la société. N'oublions pas, du reste, que beaucoup de soixante-huitards sont encore très présents dans les médias et la communication. Ils ont influencé les générations suivantes sans toutefois transmettre grand chose de consistant, autre que la posture du perpétuel rebelle et de l'imprécateur justicier.

Aujourd'hui, l'image domine et a pris le pas sur l'écrit, dans une période de la vie, (l'adolescence) où l'imaginaire et le fantasme jouent un rôle important. Les gamins qui font du « happy slapping » me paraissent être dans une logique où la distinction entre l'image et le réel tend à s'effacer. De plus, la valorisation et la reconnaissance sociale passent de plus en plus par une « visibilité » dans les grands médias. Exister aujourd'hui, c'est être vu. Être valorisé socialement, c'est se poser d'emblée comme une victime et « passer à la télé »... Le mimétisme télévisuel joue beaucoup sur des personnalités fragiles, peu structurées. On va chercher des explications qui font référence à des situations passées, mais on oublie cet aspect.

La violence a toujours existé, mais les formes actuelles me paraissent plus pulsionnelles et peu élaborées. « Avoir la rage » ou « la haine » implique une difficulté à contrôler et à dépasser ses propres pulsions agressives et leur expression délinquante. Le rap et le slam sont importants car ils mettent des mots sur ce qui

apparaît comme un chaos intérieur, ils permettent de passer de l'acte à la parole, de dire plutôt que de faire.

« Délinquance des mineurs et crise des banlieues »

M. : on a fait de la délinquance des mineurs le sujet politique numéro1 pour ne pas dire l'ennemi public numéro1. Qu'en pensez-vous ?

J.P.L.G. : C'est un autre problème. La gauche a mis du temps à sortir du rousseauisme de 68 qui a beaucoup pesé dans sa manière d'aborder les questions de délinquance. Elle a eu tendance à projeter sur les banlieues à la fois l'image des révoltes antérieures des classes populaires et celle de rebelles des mouvements de jeunes sans prendre conscience du caractère inédit de ces violences.

En 1982/83, j'ai été formateur à Clichy et Pantin pour les jeunes de 16 à 18 ans en échec scolaire. Mes schémas n'étaient pas à la hauteur des défis à relever : on pensait qu'en changeant de pédagogie, on réussirait mieux que l'école, mais la seule chose qu'on a pu faire pour eux, c'est d'écouter leur réalité familiale, sociale et identitaire en essayant un tant soit peu de les « remotiver ».

J'ajoute qu'il faudrait arrêter de placer les banlieues sans arrêt en phénomène central de la société, de les sur-médiatiser. C'est une manière de les mettre en valeur qui est délétère. Dans le cadre d'un discours victimaire et moral, c'est faire de la banlieue LE problème central de la France alors que ce n'est que l'un des problèmes. Les couches populaires qui n'habitent pas les banlieues des grandes villes en arrivent à dire : « il n'y en a que pour eux » et beaucoup votent Le Pen. Cette discrimination positive de l'image télévisuelle par des journalistes militants fait du mal à la France entière. De plus, lorsque l'on voit des personnalités du showbiz s'en mêler et intervenir à tout bout de champ, on n'est plus que dans l'émotion et la dénonciation morale, il n'y a plus de discussion possible.

« Des pistes pour demain ? »

M. : Passons à vos propositions. Le grand défi n'est-il pas la reformulation d'un modèle social ? Comment l'envisager dans une société qui vante la rupture ? qui vante plus la fracture générationnelle que la solidarité inter-générationnelle ? Que penser d'un monde de la plainte qui touche à la fois les jeunes générations et le monde des adultes les positionnant réciproquement en victimes ?

« Le goût de l'histoire »

J.P.L.G. : Il ne s'agit pas seulement de reformuler un modèle social. Cette question est décisive, mais il conviendrait dans le même temps de redonner une vision historique qui permette aux pays de s'y retrouver. Un des problèmes centraux, outre le chômage, est celui de la mésestime de soi. La plainte et le



ressentiment sont fortement présents dans la société. On est dans une vision binaire et manichéenne de l'histoire. Au lieu de favoriser l'insertion dans un récit historique, on encourage la dimension victimaire. La France a une longue et riche histoire, des acquis démocratiques et républicains. Le colonialisme ne se limite pas aux crimes, et près d'un demi-siècle après la fin de la décolonisation nous ne sommes pas responsables de tous les maux dont souffrent les pays devenus indépendants. Des mouvements comme *les indigènes de la République*²² ou le *CRAN*²³ ne me paraissent pas aller dans le sens de la réconciliation. Ils sont peu nombreux, mais ils font immédiatement la Une des journaux et acquièrent de ce fait un fort impact symbolique qui ne correspond pas à leur réalité militante. Ce qui peut, en réaction, susciter des formes exacerbées de rejet dans une bonne partie de la population. Il s'agit de reconnaître que toute collectivité historique est ambivalente, qu'aucun peuple, qu'aucune civilisation ne disposent d'un blanc seing, qu'il n'y a pas d'un côté les affreux salauds et de l'autre les innocentes victimes... On éviterait ainsi le ressentiment, l'affrontement, on encouragerait la réconciliation. Le film à succès *Indigènes*²⁴ constitue peut-être un récit nécessaire pour que les jeunes Français issus de familles d'origine maghrébine se sentent partie prenante de l'histoire de France. Mais il ne faudrait pas que ce récit soit exclusivement communautaire, il ne peut se substituer à l'étude de l'histoire qui demeure le travail des historiens et il ne peut pas non plus tenir lieu d'enseignement de l'histoire pour les jeunes générations.

M. : Comment selon vous peut-on retrouver ce goût de l'Histoire, alors que l'approche victimaire a la faveur des médias ?

J.P.L.G. : La perte de la dimension historique est en même temps perte de la dimension collective. Les sociétés démocratiques européennes ne s'aiment plus trop, doutent profondément de leurs capacités, ressassent leur passé dans une logique pénitentielle (lois mémorielles, dénonciations et plaintes de ceux qui s'affirment comme des descendants d'esclaves). On en arrive ainsi à un climat de suspicion et à une grande confusion, comme si par exemple, la vérité historique pouvait être dite par la loi²⁵. Il faut donc préserver des lieux de liberté intellectuelle, une éthique de la discussion qui accorde une place centrale à la raison, développer l'esprit critique dans la masse de la population, partager le patrimoine culturel commun, former des élites issues du peuple... Tout cela passe par la revalorisation de l'éducation populaire qui s'est aujourd'hui noyée dans de multiples dispositifs d'urgence et d'adaptation avec sa sous-culture pédagogue et managériale.

Les réflexions et les expérimentations ne sont pas relayées suffisamment par les grands médias qui préfèrent la dénonciation victimaire, l'émotion et le spectaculaire. De plus, on entend trop souvent : « Vous n'avez pas le droit de dire ça », expression qui coupe court au débat. Le climat n'est pas à la libre réflexion, condition d'une reconstruction.

Néanmoins existent des clubs de réflexion, des cercles de discussion, des revues intellectuelles et politiques qui mènent un patient travail de reconstruction et mettent en œuvre une éthique de la discussion. Au sein de la société existe une forte demande d'éducation populaire... Autant d'éléments sur lesquels on peut s'appuyer pour reconstruire des forces vives. Mais il ne faut pas s'y tromper, après plus de trente ans de gauchisme culturel et de chômage de masse, la reconstruction prendra du temps.

« Tracer un avenir discernable »

M. : Dans votre article « le nouveau fossé des générations », vous appelez de vos vœux une personnalité politique capable de tracer un « avenir discernable ». Vous abordez là véritablement la question de la responsabilité du politique...

J.P.L.G. : C'est en effet le problème du rôle et du sens du politique qui ne peut se contenter de gérer l'existant ou de surfer sur les évolutions. On est passé d'une conception politique très idéologique dans les années 60-70, conception dont le rapport avec la réalité était problématique, à des politiques qui se limitent à une gestion des contraintes, politiques tellement pragmatiques qu'elles ont perdu tout champ de vision, toute perspective historique, tout programme d'avenir à moyen ou long terme.

La politique est de plus subordonnée au temps des médias. Depuis une vingtaine d'années, la référence emblématique aux « droits de l'homme » sert de supplément d'âme et de substitut à une politique qui ne parvient pas à se réinsérer dans l'histoire. Les valeurs mises en avant sont celles du pragmatisme et de l'éthique mais la dimension historique est perdue. On a inauguré une nouvelle façon déconcertante de gouverner en se référant à une modernisation qui ne trouve plus à s'inscrire dans une vision historique.

Du côté de la société, l'héritage impossible de mai 68 et des années soixante-dix a produit ses effets et nous sommes arrivés à un point limite. Il existe une aspiration à passer à autre chose, à revenir à des cadres plus structurants dans l'éducation et l'enseignement notamment. Cela ne signifie pas retourner en arrière, revenir aux formes antérieures de paternalisme et d'autoritarisme, mais recréer un ethos de la société où l'autorité soit reconnue comme une valeur structurante, où prime une reconnaissance de l'importance du collectif et des institutions démocratiques. Ce qui n'a rien d'évident pour une mentalité égalitariste qui considère que tout rapport inégalitaire dans tous les domaines de la vie sociale est synonyme de domination, de ségrégation, d'injustice... Or, la relation à l'autorité et à l'institution est asymétrique, c'est une condition sine qua non de la structuration de la vie collective et d'un fonctionnement démocratique qui ne se confond pas avec l'expression de la subjectivité débridée, l'assemblée générale permanente ou les débats chaotiques et insignifiants à la télévision... Nous ne devons pas avoir

22. *Les indigènes de la République* se sont fait connaître il y a quelques mois à partir d'un appel à la mise en place d'assises de l'anti-colonialisme post-colonial. Ce mouvement dénonçait notamment la loi sur les signes religieux à l'école en parlant d'une loi d'exception aux relents coloniaux.

23. Le CRAN ou conseil représentatif des associations noires a été créé le 25 novembre 2005. Il se fixe comme mission de dresser un bilan des discriminations ethno-raciales en France, et de rétablir une véritable égalité entre les différentes communautés.

Son porte-parole, Stéphane Pocrain, a ainsi déclaré : « Nous sommes du côté de l'universel, et l'universel peut aussi avoir des seins ou des cheveux crépus ».

24. Film de Rachid Bouchared (2006) qui retrace l'histoire de quatre tirailleurs d'Afrique du Nord durant la seconde guerre mondiale.

25. Allusion aux textes législatifs relatifs aux effets positifs de la présence française en Algérie et à la criminalisation de la négation du génocide arménien.

peur de le rappeler sans cesse face à tous les démagogues. Aujourd'hui il me paraît décisif de souligner l'importance du politique, de l'État et des institutions qui doivent assumer leur rôle, en même temps que l'importance d'une citoyenneté éclairée et de l'éducation populaire, plutôt que d'en appeler à des prises de parole informelles au nom d'une « démocratie participative » qui relève d'une nouvelle forme de populisme.

Nous vivons dans une société bavarde qui n'a jamais disposé d'autant d'informations sur elle-même. Le problème, c'est le lien entre la parole, la connaissance et les pratiques effectives. Pour les responsables, passer à l'acte suppose de trancher parmi des possibles en sachant qu'il n'y a pas de solution parfaite qui puisse satisfaire indifféremment tous les choix. La cohérence entre la parole et les actes implique d'assumer le conflit et cela en fait nous fait peur.

M. : cela nous ramène à cette question de l'autorité et à cette réflexion du poète René Char qui disait : « Être adulte, c'est prendre le risque... » mais aussi à celle où il remarquait que « Notre héritage n'est précédé d'aucun testament ».

Chaque génération ne doit-elle pas réinventer son héritage ?

J.P.L.G. : Chaque génération se détermine elle-même et crée du neuf, mais jamais à partir de rien. Nous vivons une période de rupture dans la tradition, mais cela n'est pas nécessairement synonyme de décadence ou de rupture radicale, si nous savons retrouver ce que Paul Ricœur appelle les « potentialités inaccomplies du passé ». Hannah Arendt le dit d'une autre façon fort bien. Soulignant la rupture de la tradition introduite par le monde moderne, elle écrit : « Avec la tradition, nous avons perdu notre solide fil conducteur dans les vastes domaines du passé [...] Il se pourrait qu'aujourd'hui seulement le passé s'ouvrît à nous avec une fraîcheur inattendue et nous dît des choses pour lesquelles personne encore n'a eu d'oreilles²⁶ ». ■

Pour aller plus loin avec Jean-Pierre Le Goff

Ouvrages :

- La démocratie post-totalitaire, Paris, La Découverte, 2003.
- La barbarie douce. La modernisation aveugle des entreprises et de l'école, Paris, La Découverte, 1999, nouvelle édition 2003.
- Mai 68, l'héritage impossible, Paris, éditions La Découverte, 1998 et 2002, nouvelle édition 2006.
- Les illusions du management. Pour le retour du bon sens, Paris, La Découverte, 1996 et 2000.

Articles :

De nombreux articles dans la Revue Le Débat, notamment :

- « Le malaise français dans le miroir de l'Europe », Le Débat, n° 136, septembre-octobre 2005.
- « Hypothèses pour comprendre le chaos ambiant », revue Le Débat, n° 126, septembre-octobre 2003, Gallimard.
- « Que veut dire le harcèlement moral ? I. Genèse d'un syndrome », revue Le Débat, n° 123, janvier-février 2003.
- « Que veut dire le harcèlement moral ? II. Vers une nouvel imaginaire des rapports sociaux », revue Le Débat, n° 124, mars-avril 2003.
- « Mai 68, trente ans après : anniversaires et autocélébrations », revue Le Débat, n° 111, septembre-octobre 2000.
- « La modernisation manquée », revue Le Débat, n° 110, mai-août 2000.

Club Politique Autrement :

Jean-Pierre Le Goff préside un club de réflexion, *Politique Autrement*, créé en 1986, qui explore les conditions d'un renouveau de la démocratie et de l'engagement dans les sociétés développées.

Les *Mardis de Politique Autrement* ont lieu chaque mois dans la salle d'un café parisien. Ils traitent de sujets divers en liaison avec l'actualité et laissent une large place au débat.

Parmi les nombreux sujets traités et publiés :

- La presse écrite a-t-elle un avenir ? Du journalisme de référence au journalisme de destruction massive.
- La crise de l'hôpital public : dysfonctionnements et déshumanisation.
- Du Paris « popu » au Paris « bobo ».
- Le capitalisme est-il maîtrisable et réformable ?
- L'Europe et les crises inter-étatiques : un emploi pacifiste de la force armée ?

Séminaires :

Le club Politique Autrement organise un séminaire annuel de réflexion et de formation qui vise à apporter des connaissances d'ordre philosophique, historique et sociologique sur des questions politiques essentielles. Ces séminaires donnent lieu à la publication de cahiers.

Parmi les thèmes traités :

- « Morale et politique : de la confusion à la nécessaire distinction des genres »
- « Quelle transmission de l'héritage ? »
- « Faiblesses et dérives de la démocratie »
- « Quelle conception de l'égalité ? »
- « L'idée de nation et la construction européenne »
- « L'individu et les institutions dans les sociétés développées »

Site : www.politique-autrement.org

Contact : club@politique-autrement.org

Ou écrire à :

Club Politique Autrement
BP 07 - 78401 CHATOU cedex

26. Hannah Arendt, « La crise de l'éducation », in *La crise de la culture*, édition Gallimard, collection Folio essais, 1989, p. 246-252.